

Tableau recours devant les juridictions régionales

Etats	Juridiction régionale	Texte correspondant	Saisine de la juridiction	Compétence de la Cour	Procédure	Droit d'introduire l'action
<p>Arménie : <b>ratification</b> de la Convention en 1996</p> <p>Azerbaïdjan : <b>ratification</b> de la Convention en 2002</p> <p>Géorgie : <b>ratification</b> de la Convention en 1999</p> <p>Turquie : <b>ratification</b> de la Convention en 1954</p>	Cour européenne des droits de l'homme	Convention européenne des droits de l'Homme, adoptée le 4 novembre 1950	<p>CEDH peut être saisie par :</p> <p>Etat partie contre un autre Etat partie</p> <p>Particuliers contre un Etat partie qui a fait une déclaration de reconnaissance de la compétence du comité</p>	<p><b>Compétence ratione personae</b> : violation alléguée de la Convention doit être commise par un <b>État contractant</b> ou qu'elle lui soit imputable d'une façon ou d'une autre</p> <p>- Examen d'office de la Cour</p> <p>- Cour a relevé que la question de savoir si les <u>faits dénoncés relèvent de la juridiction de l'État défendeur</u> et celle de savoir <u>s'ils sont attribuables à cet État et engagent sa responsabilité</u> sont des questions distinctes, les deux dernières devant être tranchées lors de l'examen au fond.</p> <p>Peut pas attirer une personne privée (<a href="#">CourEDH, déc, 1994, Durini c. Italie</a>)</p>	<p><b>Epuisement des voies de recours internes</b> : art 35 CEDH</p> <p>Souplesse : <a href="#">CourEDH, 1980, Guzzardi c. Italie</a> = <b>Invocation en substance devant les juridictions internes</b> (État doit avoir compris de quoi on se plaint sans forcément avoir pris mot pour mot les articles de la CEDH)</p> <p>Si le requérant dispose éventuellement de plus d'une voie de recours pouvant être effective, il est uniquement dans l'obligation d'utiliser l'une d'entre elles (<a href="#">CourEDH, Moreira Barbosa c. Portugal, déc, 2004</a>)</p> <p>Doit uniquement épuiser les voies de recours internes <b>disponibles</b> (qu'ils peuvent directement engager eux-mêmes) et <b>effectives</b> tant en théorie qu'en pratique à l'époque des faits, c'est-à-dire qui étaient <b>accessibles</b>, susceptibles de leur offrir le redressement de leurs griefs et présentaient des <b>perspectives raisonnables de succès</b> (<a href="#">CourEDH, Sejdic c. Italie [GC], 2006, § 46</a>)</p> <p>Dispense de l'épuisement des voies de recours dans certaines conditions</p>	<p>Article 34 CEDH</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pers physique</li> <li>- personnes morales (peut saisir pour les droits mais pas pour les droits d'autrui)</li> <li>- tout groupe de particulier</li> </ul> <p>Qualité de victime :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Victime directe</b> (refus de l'actio popularis !) : requérant doit démontrer qu'il a été « directement affecté » par la mesure incriminée (<a href="#">CourEDH, Tanase c. Moldova, GC, 2010, § 104</a>)</li> <li>- <b>Victime indirecte</b> (CourEDH, Kurt c. Turquie, 1998)</li> <li>- <b>Victimes potentielles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- risque de voir ses droits violés en raison de l'existence d'une norme (<a href="#">CourEDH, Dudgeon c. Royaume Uni</a>)</li> <li>- décision de Etat pas encore exécutée mais si E autorise exécution, il y a aura violation (expulsion par ex - <a href="#">CourEDH, Soering c. RU, 1989</a>)</li> </ul> </li> </ul> <p>Exception : droit d'une ONG d'introduire une action pour un tiers (<a href="#">CourEDH, GC, 2014, Centre de ressources juridiques au nom</a></p>

					particulières (CourEDH, Sejdovic c. Italie [GC], 2006, § 55)	de Valentin Campeanu c. Roumanie - requérant dans l'incapacité complète de saisir Cour)
				<p><b>Compétence ratione loci :</b> Article 1er CEDH - requiert que la violation alléguée de la Convention ait eu lieu dans la juridiction de l'État défendeur ou sur le territoire contrôlé effectivement par cet État (CourEDH, Chypre c. Turquie [GC], 2001, § 75-81 / CourEDH, Drozd et Janousek c. France et Espagne, 1992, § 84-90)</p> <p>Exceptions notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- État est responsable des actes <b>de ses représentants diplomatiques et consulaires à l'étranger</b> et qu'il ne peut être question d'incompatibilité ratione loci concernant les missions diplomatique</li><li>- Quand Etat exerce plus de contrôle sur une partie de son territoire : présomption de responsabilité limitée, mais quand même des obligations (CourEDH, GC, 2024, Ilascu et autres c. Moldova et Russie)</li><li>- Exercice d'un contrôle effectif d'une partie d'un territoire étranger : responsabilité de l'Etat des violations faites dans ce territoire (CourEDH, GC, 2024, Ilascu et autres c. Moldova et Russie)</li></ul>	<p><b>Respect du délai de 4 mois :</b> Article 35§1 : « 1. La Cour ne peut être saisie [que] dans un délai de quatre mois à partir de la date de la décision interne définitive. »</p> <p>Si les recours ne satisfont pas les règles de l'épuisement des voies de recours internes, requête pas prise en compte</p> <p>Période des quatre mois commence à courir à partir de la date à laquelle le requérant et/ou son représentant a une connaissance suffisante de la décision interne définitive (Koç et Tosun c. Turquie, déc, 2008)</p> <p>reprenre §184</p>	

				<p><b>Compétence ratione temporis :</b> principe de non rétroactivité des traités</p> <p>Dispositions de la Convention ne lient pas une Partie contractante si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un acte ou un fait est antérieur à la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de ladite partie,</li> <li>- une situation a cessé d'exister avant cette date</li> </ul> <p><b>NOTE :</b> Extension lorsque la Convention est dénoncée =&gt; <b>préavis de 6 mois</b> à la suite de la dénonciation qui permet de recevoir encore des requêtes</p> <p><b>Distinction</b> entre versant substantiel (hors compétence ratione temporis) et versant procédural (dans compétence ratione temporis) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Actes instantanés</b> : même si certains faits sont antérieurs, ils peuvent être examinés : <b>CrEDH, GC, 2009, Silih c. Slovénie</b> (enquête des faits pour meurtre se poursuit après date d'entrée en vigueur donc traite)</li> <li>- <b>Violations continues</b> : disparitions forcées =&gt; même chose (<b>CourEDH, GC, 2009, Varnava et autres c. Turquie</b>)</li> </ul>	<p><b>Expiration du délai de quatre mois :</b></p> <p>Le délai commence à courir le lendemain du jour où la décision définitive a été prononcée en public ou du jour où le requérant ou son représentant en a été informé, et expire quatre mois calendaires plus tard, indépendamment de leur véritable durée (<b>Otto c. Allemagne, déc, 2009 ; Ataykaya c. Turquie, 2014, § 40</b>).</p>	
--	--	--	--	---	---	--

				<p><b>Compétence ratione materiae</b> : le droit invoqué par le requérant doit être protégé par la CEDH et ses Protocoles entrés en vigueur.</p> <p>Pas possible de soulever une violation de la Charte sociale européenne par exemple (mais peut s'en servir au fond pour argumenter son argumentation)</p>	<p><b>Situation particulière</b> : devoir de diligence face au délai de quatre mois dans des situations où les requérants veulent se plaindre d'un manquement continu à enquêter sur des disparitions survenues dans des circonstances faisant craindre pour la vie des intéressés (notamment enquête qui se prolonge dans le temps - <a href="#">Varnava et autres c. Turquie [GC], 2009, §§ 162-163</a> - ou absence d'enquêtes effective sur des décès ou des mauvais traitements - <a href="#">Şakir Kaçmaz c. Turquie, 2015, §§ 72-75</a> )</p> <p><b>Requête anonyme</b> : Article 35§2 CEDH : Cour ne retient aucune requête anonyme</p> <p><b>Essentiellement la même requête</b> Article 35 §2 b) CEDH « 2. <i>La Cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque : (...)</i> <i>b) elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Cour ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, et si elle ne contient pas de faits nouveaux.</i> »</p> <p><b>Requête abusive</b> : Article 35 § 3 a) CEDH "3. <i>La Cour déclare irrecevable toute requête individuelle introduite en application de l'article 34 lorsqu'elle estime :</i></p>	
--	--	--	--	--	--	--

					<i>a) que la requête est (...) abusive"</i>	
<p>Arménie : <b>ratification</b> du protocole en 2018</p> <p>Azerbaïdjan : <b>ratification</b> du protocole en 2023</p> <p>Géorgie : <b>ratification</b> du protocole en 2018</p> <p>Turquie : <b>non ratification</b> du protocole</p>		<p>Protocole N°16 à la Convention européenne des droits de l'Homme, entré en vigueur le 1er août 2018</p>	<p>Possibilité pour les plus hautes juridictions des États parties, d'adresser des demandes d'avis consultatif à la Cour sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la Convention ou ses protocoles.</p>		<p>La juridiction qui procède à la demande ne peut solliciter un avis consultatif que dans le cadre d'une affaire pendante devant elle.</p> <p>Avis consultatifs sont motivés.</p> <p>Avis consultatifs ne sont pas contraignants.</p>	